

# Conseil d'Administration

FONDATION  
**croix-rouge** française

| Pour la recherche humanitaire et sociale



# Collège des fondateurs



## **Caroline CROSS - Présidente**

*Médecin généraliste*

*Présidente de la Croix-Rouge française*

Engagée depuis 1987 en tant que bénévole à la Croix-Rouge française d'Annecy, Caroline Cross a été secouriste, formatrice, puis médecin instructeur national et médecin territorial. En 1997, elle devient présidente territoriale de la Haute-Savoie avant d'intégrer en 2003 le conseil d'administration de l'association.

Elle devient vice-présidente nationale de la Croix-Rouge française aux côtés du Professeur Jean-François Mattei en 2004 puis du Professeur Jean-Jacques Eledjam en 2013, ce qui lui offre une vision à 360° de l'Institution.

Depuis 2017, Caroline Cross était présidente déléguée régionale Auvergne- Rhône-Alpes de l'association.

Médecin généraliste de formation, Caroline Cross a débuté sa carrière en 1992 à l'Hôpital d'Annecy, passionnée par l'urgence et les environnements extrêmes, elle s'engage tout naturellement au SMUR/SAMU et dans les secours hélicoptérés.

En 2000, elle intègre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en tant que médecin et a exercé de 2013 à 2023 des fonctions internationales en tant que Directrice de la santé et du bien-être du personnel de cette organisation basée à Genève, toujours guidée par les enjeux humains et une forte présence sur le terrain.

Elle succède à Philippe Da Costa, élu en 2021 dont le mandat est marqué par le déploiement de la stratégie "Résilience 2030", visant à faire de l'association un acteur majeur de la gestion des crises en concrétisant notamment un renforcement des actions en matière d'éducation et de prévention.

## Cécile APTEL

*Professeure en droit pénal international  
Directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la  
recherche sur le désarmement (UNIDIR) à Genève*



Le professeur Cécile Aptel est une experte internationale en matière de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de responsabilité pénale. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans la gestion de questions judiciaires, juridiques et politiques pour l'ONU, plusieurs juridictions internationales, des groupes de réflexion et des ONG, tant sur le terrain qu'au siège. Elle occupe actuellement le poste de directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), basé à Genève.

Elle a contribué à la création des tribunaux internationaux des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, où elle a travaillé pendant 10 ans dans différents rôles juridiques et politiques et a rédigé plusieurs des premiers jugements clés, dont le premier sur le génocide. Elle a également participé directement à la création de la Chambre des crimes de guerre de la Cour d'État de Bosnie- Herzégovine, du Tribunal spécial pour le Liban et a dirigé la mise en place du Mécanisme international, impartial et indépendant sur la Syrie. Elle a dirigé et participé à divers efforts internationaux visant à encourager la responsabilité pénale pour les crimes internationaux, les violations flagrantes des droits de l'homme et le terrorisme, notamment à la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies au Liban, au Bureau de contrôle interne des Nations unies et au Centre international pour la justice transitionnelle. Elle a été la principale conseillère juridique des Hauts Commissaires des Nations unies aux droits de l'homme successifs, a dirigé le travail mondial du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'État de droit et la démocratie, et a donné des conseils sur la responsabilité pénale et la réforme judiciaire dans plusieurs pays.

Elle a été directrice des politiques, de la stratégie et des connaissances à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, où elle a également occupé le poste de sous-secrétaire générale par intérim pour les partenariats.

Le professeur Aptel a enseigné le droit international et la protection des enfants à la Fletcher School de Harvard, à l'université de Pretoria et à l'université d'Oxford. Elle a reçu la bourse Jennings Randolph Senior Fellowship de l'Institut de la paix des États-Unis. Elle est l'auteur de plus de 30 publications : ses travaux récents portent sur les droits de l'enfant, notamment un livre à paraître intitulé «International Criminal Courts, Atrocity Crimes and Children». Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Genève, de maîtrises du Collège d'Europe à Bruges, du Trinity College de Dublin et de l'IEP-Aix-en-Provence.



## Anne LEBRETON

*Présidente déléguée régionale Ile-de-France à la Croix-Rouge française*  
*Ancienne élue de Paris*

Née à Brest d'un père breton et d'une mère américaine, elle grandit à Paris où elle vit toujours. Après une première carrière dans le marketing aux États-Unis, en France et en Angleterre, elle décide à 25 ans de reprendre ses études. Elle obtient son baccalauréat en candidate libre, puis poursuit un cursus à la Sorbonne et à l'INALCO en histoire, hébreu et arabe, qui la conduit à de longs séjours en Israël et en Égypte.

Mère de quatre enfants, elle se consacre à leur éducation tout en s'engageant dans le milieu associatif. Elle œuvre notamment à la Cimade en faveur du droit des femmes migrantes victimes de violence, et agit sur les questions d'école, de pauvreté et d'exclusion sociale.

En 2011, elle entre en politique. Adjointe au maire du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris jusqu'en 2020, elle est chargée de l'exclusion sociale et des personnes âgées. En 2017, elle fait partie de l'équipe des porte-parole de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Depuis 2023, elle est présidente de la région Ile-de-France à la Croix-Rouge française.

## Marc VANESSON - Secrétaire



*Directeur du Développement des programmes*  
*à la Croix-Rouge française*

Marc Vannesson est directeur du développement des programmes de la Croix-Rouge française. Il est également directeur de l'Education, de la prévention et des liens familiaux de l'Association. La direction Programmes porte le déploiement des activités bénévoles, ainsi que deux filières d'établissements de la Croix-Rouge française : la Protection de l'enfance et la Lutte contre les exclusions.

En 2015, avec plusieurs acteurs engagés en faveur de la jeunesse, il fonde "VersLeHaut", premier think tank français dédié aux jeunes et à l'éducation, dont il était délégué général jusqu'en 2021. Il a auparavant travaillé dans le secteur de la communication et dans le monde politique.

Il est diplômé de Sciences-Po Paris et a étudié les sciences politiques à l'université de Tübingen (Allemagne). Il est l'auteur de plusieurs publications sur les défis éducatifs, notamment Tous éducateurs ! Et vous ? Plaidoyer pour une société éducatrice, (Bayard, 2017) ; Manifeste pour la responsabilité éducative des entreprises ; Soutenir les familles, le meilleur investissement social...

# Collège des personnalités qualifiées



**Fatima BELLAREDJ**

*Déléguée générale de la Confédération générale des Scop et des Scic*

Diplômée de Sciences économiques, Fatima Bellaredj s'implique depuis plus de 25 ans dans le Mouvement coopératif. Elle intègre en 1998 une Scop spécialisée dans l'accompagnement et l'évaluation des politiques publiques, dont elle devient la gérante à 32 ans. Passionnée et convaincue par l'innovation sociale, elle est à l'initiative en 2007 du premier incubateur régional Alter'Incub au sein de l'Union régionale des Scop du Languedoc-Roussillon dont elle devient la directrice en 2014.

Investie dans le développement économique, Fatima Bellaredj est lauréate du Prix de l'engagement sociétal (Prix de l'entrepreneur Ernst & Young) en 2014 dans la région Méditerranée et est décorée des insignes de chevalier dans l'Ordre national du Mérite en 2017.

Fatima Bellaredj a intégré la CG Scop en octobre 2018 en qualité de déléguée générale. Elle a ainsi pour missions la représentation interne et externe, le lobbying et la mise en œuvre du plan de développement, en liaison étroite avec les instances élues (Bureau et Direction nationale).

Parmi ses mandats, elle est présidente du Labo de l'ESS, vice-présidente de Coop FR, présidente de la Commission égalité femmes-hommes du Conseil supérieur de l'ESS (CSESS), secrétaire générale au Bureau d'ESS France. Elle est également membre du Bureau du Conseil supérieur de la coopération (CSC) et administratrice du Crédit Coopératif.

Fatima Bellaredj est nommée en juillet 2025 au grade de chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

## François GAUTHEY - Trésorier

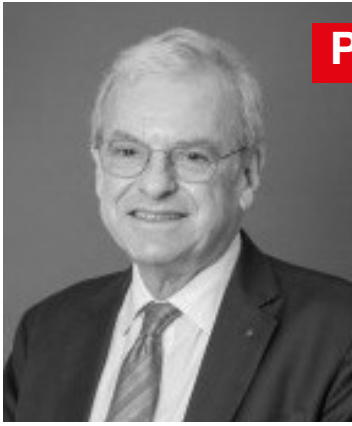
*Ingénieur (Ecole Polytechnique – Ecole des Ponts et  
Chaussées)  
Associés chez Priscus Finance*



Ingénieur de formation (Ecole Polytechnique-Ecole des Ponts et Chaussées), François GAUTHEY a consacré l'essentiel de sa carrière aux infrastructures et aux transports. Il a exercé d'importantes responsabilités au sein des pouvoirs publics : Direction du Trésor au ministère des Finances (1990-1993), Cabinet du Ministre des Finances (1993-1995), Conseiller du Premier Ministre en charge de l'Équipement du Logement et des Transports (2002-2004), Directeur de cabinet du Ministre des Transports (2004-2005), Directeur de cabinet du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2005-2006). Il a également dirigé diverses sociétés publiques et privées dans ce secteur : Directeur chez Aéroports de Paris (ADP 1995-2002), Directeur Général de Voies Navigables de France (2006- 2007), Directeur Général de Sanef (réseaux autoroutiers Sanef et SAPN 2007-2015), Directeur Général Délégué de Getlink et Directeur Général d'Eurotunnel (2015-2020).

Il est actuellement Associés chez Priscus Finance.

François GAUTHEY est également titulaire d'un MBA du Collège des Ingénieurs, d'un DEA de Stratégie et est Chevalier de la Légion d'Honneur.



## Patrice PAOLI

*Diplomate*

Après des études de sciences politiques (diplôme de l'IEP Paris section « Droit public » en 1977) et de langues orientales (arabe littéral et persan, diplôme d'arabe littéral de l'INALCO 1978), Patrice Paoli entre au ministère des Affaires étrangères en janvier 1979 par la voie du concours d'Orient, avec pour langues orientales l'arabe et le persan.

Il effectue son service national en tant que VSNA arabisant à l'ambassade de France à Sanaa (République arabe du Yémen) en 1979-1980, et entame ensuite un parcours centré sur les questions de la zone Afrique du Nord-Moyen Orient : d'abord chargé du suivi des pays de la péninsule arabique à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (1981-1983), il part ensuite pour Amman en tant que premier secrétaire (1983-1987), avant d'être nommé à la mission permanente de la France, auprès des Nations Unies à New York, en charge du suivi des questions ANMO, Afghanistan et Chypre (1987-1989). Il est alors appelé au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, pour y suivre les dossiers ANMO et ONU, jusqu'en mars 1993.

Il est nommé consul général à Boston (1993-1995), pour assouvir son autre passion, celle pour les Etats-Unis, où il a passé plusieurs années de son enfance et commencé sa scolarité à l'école publique américaine. Retour au Moyen-Orient comme premier conseiller au Caire (1995-1999), puis comme ambassadeur au Koweït (1999-2002). Retour à Paris (et aux Amériques) comme directeur adjoint des Amériques et des Caraïbes à l'issue de ce premier poste d'ambassadeur (2002-2005).

Puis c'est un nouveau départ vers l'Orient, comme ambassadeur aux Emirats arabes unis de 2005 à 2008 (négociation du Louvre-Abu Dhabi), suivi d'un retour à Paris comme directeur d'Afrique du Nord et du Moyen Orient de 2008 à 2012 (printemps arabes), avant de repartir pour l'Orient comme ambassadeur au Liban (2012-2015).

Au retour de Beyrouth en juillet 2015, il est nommé directeur du Centre de crise et de soutien (CDCS), en charge de la gestion des crises, avec ses deux volets : la protection des Français à l'étranger et l'action humanitaire. Le CDCS est également chargé à cette époque de l'aide aux victimes à la suite des attentats terroristes (13 novembre 2015 à Saint Denis et Paris, 14 juillet 2016 à Nice).

En août 2018, il est nommé ambassadeur à Cuba où il séjourne quatre ans (pandémie de Covid), avant de regagner Paris en septembre 2022 pour exercer les fonctions de porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en langue arabe, jusqu'à son départ à la retraite fin décembre 2023.

## Philippe RYFMAN

*Professeur et chercheur associé honoraire au département de Science politique et au Centre européen de Sociologie et Science politique de la Sorbonne (CESSP-Sorbonne), Université Paris I, Panthéon-Sorbonne.*



Jusqu'en juillet 2013, Philippe Ryfman coordonnait les enseignements du Pôle ONG et humanitaire, ainsi que le cycle des Forums d'actualité de la formation. Il est également avocat au barreau de Paris, titulaire d'une spécialisation en droit des associations et fondations. Il a dirigé le DESS puis Master «Coopération internationale, Action humanitaire et Politiques de Développement» (CIAHPD) de l'Université Paris 1. Il assure ou a assuré d'autres enseignements au sein de cette université, ainsi que dans divers établissements français (Évry, INALCO, IEP) ou étrangers (Genève ou Fribourg, par exemple). Il anime aussi des sessions de formation continue et cycles de conférences pour des centres de recherches, des instituts universitaires privés, des administrations, des entreprises, des associations et fondations.

Membre du comité de rédaction de la revue humanitaire et du conseil scientifique de Questions internationales, il a assuré entre 2005 et 2008 la chronique Société civile du Monde Économie. Il continue de publier régulièrement des articles et tribunes dans divers médias papier ou en ligne (Huffington Post, par exemple) et intervient régulièrement dans les médias audiovisuels (France Culture, RFI, France 24).

Expert consultant auprès d'institutions non gouvernementales et intergouvernementales, il a participé à diverses évaluations de programmes ainsi qu'à des missions d'études. Avec le directeur général de la Fondation Mérieux et l'ancien Président de la Croix-Rouge française, il coorganise depuis 2009 le Forum Espace humanitaire (FEH) qui réunit tous les 18 mois environ à Annecy pour une rencontre fermée de haut niveau les dirigeants des principaux acteurs français non gouvernementaux de la solidarité internationale (ONG et Croix-Rouge) dans le champ humanitaire.

Il a été Secrétaire général de la Fondation des amis de Médecins du Monde, membre du CA de l'ONG Primo Levi ou du Conseil Consultatif de déontologie du Comité de la Charte. Il a appartenu durant neuf années (jusqu'en juin 2013) au CA de l'ONG ACF-F. Il est également membre du Comité des Solidarités internationales de la Fondation de France ou encore du Comité d'éthique et de déontologie de l'ONG Électriciens sans Frontières (ESF). De janv. 2012 à déc. 2013, il a présidé et animé le Comité de Parrainage/Comité des Projets du Fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité (créé par l'Ordre des avocats de Paris). Enfin, il travaille – au sein de divers groupes d'experts – à des scénarios prospectifs sur l'action humanitaire durant la prochaine décennie.

# Collège des partenaires institutionnels



**Institut de Recherche pour le  
Développement (IRD)**

Représenté par **Alexandre MAGAT**  
*Responsable des affaires multilatérales, partenaires et  
bailleurs internationaux*

Diplômé en affaires publiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et de l'Université de Cardiff dans le cadre d'une filière franco-britannique, Alexandre MAGAT travaille depuis près de 10 ans dans le domaine des affaires internationales.

En 2017, après avoir débuté sa carrière comme collaborateur d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux, il rejoint le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où il exerce les fonctions de Chargé de mission affaires politiques et communication au sein de l'ambassade de France à Djibouti.

Il intègre par la suite la direction des relations internationales de Bordeaux Métro- pole où il met en œuvre plusieurs programmes internationaux, puis le cabinet du Président Maire de Montpellier Méditerranée Métropole où il se voit confier la préparation d'une ambitieuse campagne de mobilisation du territoire pour le Nouveau Sommet Afrique - France 2022.

A l'issue du Sommet, Alexandre MAGAT rejoint l'ambassade de France à Madagascar où il exerce la fonction d'Attaché de coopération. Il y assure le suivi de l'aide publique au développement française dans le pays ainsi que le pilotage des activités de coopération de l'ambassade en matière de Gouvernance. En 2025, après 3 années d'expatriation, il rejoint le siège de l'Institut de Recherche pour le Développement et prend les fonctions de Responsable du service des partenaires et bailleurs inter nationaux.

## École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP)

Représentée par **Pierre-Antoine CHAUVIN**

*Docteur en sociologie*

*Enseignant-chercheur en politiques sociales*



Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes, Pierre-Antoine Chauvin est titulaire d'un doctorat en sociologie et en démographie réalisé à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Entre 2020 et 2023, il effectue son postdoctorat au sein du Bureau de la lutte contre l'exclusion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Recruté en 2023 par l'EHESP, il enseigne auprès des filières de formation des élèves inspecteur.trices de l'action sanitaire et sociale (lass) et des élèves directeur.trices d'établissement sanitaire, social et médico-social (DESSMS).

Ses travaux de recherche portent notamment sur l'action publique locale, les politiques sociales du logement et les inégalités sociales de santé.

À ce titre, il est membre depuis 2024 du comité d'appui scientifique sur la politique régionale de réduction des inégalités sociales et de santé auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Bretagne.



## École des Hautes Études en Science Sociales (EHESS)

Représentée par **Anne RASMUSSEN**  
*Historienne, directrice d'études à l'EHESS*  
*Directrice du Centre Alexandre-Koyré*

Dans une perspective d'histoire sociale des sciences, les recherches d'Anne Rasmussen prennent pour objet l'expérience d'individus et de groupes qui s'attachent à la production, au maniement et à la circulation de savoirs. Elles ont été conduites selon trois pôles thématiques – nation, guerre, biomédecine. Elles ont débuté par une réflexion, menée en doctorat, sur l'insertion de l'élément savant dans la compréhension de la tension entre le fait national et le fait international à l'heure de l'émergence des « nation-based sciences », dans la seconde moitié du xixe siècle. Elles ont ensuite pris la guerre – en particulier, la Première Guerre mondiale – comme observatoire de situations limites où sont questionnées la nature des liens des sociétés aux entités territoriales et politiques, et les formes de l'appartenance, de l'intégration ou de l'exclusion, cette dernière devenant un mode « normal » en temps de conflit.

Ces recherches se sont enfin consacrées à la sphère biomédicale, où la portée sociale et politique des savoirs est particulièrement aiguë. De 2001 à 2017, au sein d'un département de SHS relevant d'une faculté de médecine, à l'Université de Strasbourg, elle a mené des recherches dans des cadres collectifs sur des trajectoires d'« agents thérapeutiques », dispositifs matériels destinés à améliorer l'état de santé, afin d'observer les liens qui se tissent autour de leur action dans différents mondes, de la clinique au laboratoire, de l'industrie à la consommation. Un autre axe, pour- suivi dans un séminaire pluriannuel, a été consacré à la constitution de la santé en problème public, opérant la traduction des problèmes sociaux en langage sanitaire.

# Collège des amis



## **Françoise FROMAGEAU - Vice-Présidente**

*Médecin gériatre*

*Présidente déléguée régionale Bretagne de la Croix- Rouge française*

*Présidente de MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés)*

Médecin à Pont-l'Abbé en Bretagne depuis 1980, Françoise Fromageau a un long engagement au sein de la Croix-Rouge, d'abord localement à Pont- l'Abbé, où elle a présidé l'unité locale pendant 12 ans, puis au département du Finistère, enfin à la région Bretagne qu'elle préside depuis mars 2017.

En 2004, elle est élue administratrice nationale de la Croix-Rouge française. En 2013, elle en devient secrétaire nationale, en tant que présidente de la com- mission des statuts et du bénévolat, poste qu'elle gardera jusqu'en 2017.

Nommée en décembre 2013 au Haut conseil de la vie associative, elle est présidente de l'association MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), membre du conseil national de lutte contre l'exclusion et membre du conseil d'administration de l'ANSA (Agence nationale des solidarités actives).

Françoise Fromageau est chevalier dans l'Ordre du Mérite (2009) et chevalier de la Légion d'honneur (2015).

# Commissaire de gouvernement



**Sophie ELIZEON**

*Préfète évaluatrice du CSATE  
Conseil Supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation*

Diplômée de l'école supérieure de commerce de Pau et du Master de sociologie appliquée au développement local de l'université Louis Lumière Lyon2, Sophie Elizeon a très tôt fait le choix de s'engager au service des publics les plus fragilisés. Elle a ainsi occupé des postes de responsabilité en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, d'égalité des chances et de lutte contre les discriminations. Réunionnaise, elle a notamment été cheffe de projet politique de la ville, puis déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité à La Réunion avant de rejoindre le corps préfectoral. D'abord comme préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet du Nord (2015-2017) elle a ensuite occupé les fonctions de préfète de département dans le Territoire de Belfort de 2017 à 2019, puis dans l'Aude de 2019 à 2021.

Le 8 mars 2021 elle est nommée déléguée interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH). Elle occupera ce poste pendant 2 ans avant de retrouver les fonctions de préfète de département en Ardèche.

Le 25 août 2025, elle rejoint le conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation du ministère de l'Intérieur, en qualité de préfète évaluatrice.